

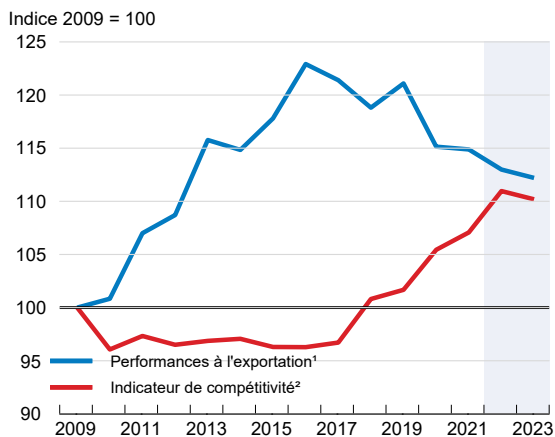
# Bulgarie

Après un rebond de 4.2 % en 2021, la croissance économique devrait refluer à 2 ½ pour cent en 2022 et à 2 ¼ pour cent en 2023, tout en s'accompagnant d'une forte accélération de l'inflation essentiellement liée à la guerre en Ukraine. L'envolée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le degré croissant d'incertitude et les difficultés d'approvisionnement pour certaines matières premières pèseront sur l'activité et ne seront qu'en partie compensés par l'augmentation attendue de l'investissement public et les mesures prises par les pouvoirs publics pour protéger les ménages contre l'inflation.

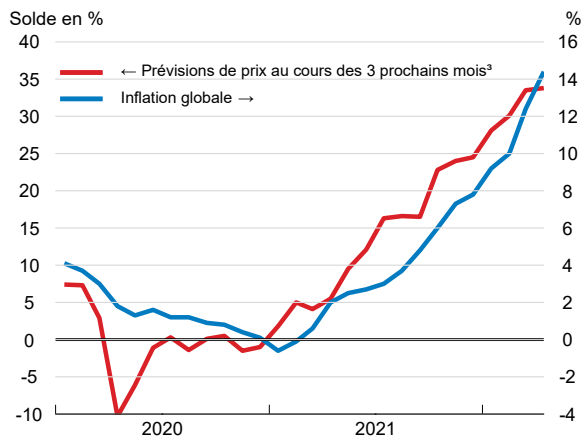
Le renforcement des infrastructures financé par des fonds européens ainsi que les mesures de soutien adoptées face à la hausse des prix de l'énergie sont bienvenues pour limiter l'impact économique du conflit. Des aides temporaires ciblant les ménages à revenu faible seraient toutefois préférables à un gel des prix de l'énergie. Davantage d'investissements dans les énergies renouvelables contribueraient par ailleurs à la sécurité et à la transition énergétiques du pays.

## Bulgarie

### La compétitivité et les performances à l'exportation ont fléchi



### Une nouvelle hausse de l'inflation est attendue



1. L'indice de performance à l'exportation (indice 2009 = 100) est mesuré comme la croissance effective des exportations, par rapport à la croissance des marchés à l'exportation du pays considéré. Une diminution de l'indice signale une perte de part de marché à l'exportation.

2. Indicateur (indice 2009 = 100) des prix relatifs à la consommation. Une augmentation de l'indice indique une appréciation en termes effectifs réels et une dégradation correspondante de la compétitivité de l'économie considérée.

3. Solde moyen des opinions recueillies dans les enquêtes auprès des entreprises dans l'industrie, la construction, le commerce de détail et les services en ce qui concerne les anticipations relatives aux prix de vente.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; et Institut national bulgare de la statistique.

StatLink  <https://stat.link/s53ahp>

## Bulgarie : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de BGN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Bulgarie</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	110.0	4.0	-4.4	4.2	2.5	2.3
Consommation privée	65.8	6.0	-0.4	8.0	2.0	1.8
Consommation publique	18.0	2.0	8.3	4.0	5.2	1.7
Formation brute de capital fixe	20.6	4.5	0.6	-11.0	1.1	9.8
Demande intérieure finale	104.5	5.0	1.4	3.1	2.5	3.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	2.7	0.0	-1.2	1.9	0.5	0.0
Demande intérieure totale	107.2	4.8	0.0	4.7	2.9	3.0
Exportations de biens et services	72.2	4.0	-12.1	9.9	3.5	3.1
Importations de biens et services	69.4	5.2	-5.4	12.2	4.3	4.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	2.8	-0.7	-4.4	-1.1	-0.4	-0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.2	4.2	6.2	10.8	7.8
Indice des prix à la consommation	—	3.1	1.7	3.3	14.1	8.5
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.8	1.2	1.4	8.0	7.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.2	5.1	5.3	4.7	5.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.7	9.2	8.3	3.9	3.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	2.1	-4.1	-4.1	-5.6	-3.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	30.3	36.2	36.6	41.5	43.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup> (% du PIB)	—	20.0	24.7	25.1	30.0	32.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.9	-0.1	-0.4	-2.2	-2.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/nsxmv7>

## La Bulgarie fait face à une poussée inflationniste

Le pays connaissait un rebond économique et une poussée inflationniste lorsque la guerre en Ukraine a commencé. Au premier trimestre 2022, la croissance s'est affaiblie parallèlement à la hausse des prix. L'inflation mesurée par l'indice national des prix à la consommation a atteint 14.4 % en glissement annuel en avril 2022, en raison du renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que de la situation tendue du marché du travail, le taux de chômage étant tombé sous les 5 %. Cette inflation élevée, associée à la dépréciation des monnaies turque et russe, a eu une incidence négative sur la compétitivité. Les entreprises s'attendent à une nouvelle accélération de l'inflation à court terme. Les hausses de salaire sont néanmoins restées modérées au premier trimestre 2022, du fait de leur faible progression dans le secteur public. La pandémie de COVID-19 refluant, les restrictions sanitaires ont été levées à la fin mars 2022.

Depuis le début de la guerre, la Bulgarie a accueilli plus de 100 000 réfugiés, les tensions inflationnistes se sont intensifiées et l'incertitude s'est accrue. Cette incertitude pèse sur plusieurs secteurs, notamment : la construction, confrontée à des difficultés d'approvisionnement ; le tourisme, peu de visiteurs russes ou ukrainiens étant attendus ; et l'énergie, le pays dépendant en la matière de la Russie, qui a interrompu ses livraisons de gaz à la Bulgarie depuis le 27 avril 2022. Même si une pénurie de gaz sera probablement évitée grâce au gaz naturel liquéfié fourni par les États-Unis et les partenaires de la Bulgarie dans

l'Union européenne, ainsi qu'à un nouveau gazoduc permettant des importations accrues en provenance d'Azerbaïdjan et peut-être d'autres producteurs à l'avenir, cette situation devrait amplifier les tensions inflationnistes. L'embargo de l'Union européenne sur le pétrole russe devrait aussi accentuer les tensions sur les prix, même si la Bulgarie en est exemptée jusqu'en 2024. Dans ce contexte, les entreprises ont obtenu une aide allégeant en partie leurs factures d'électricité. Les tarifs de l'électricité, du chauffage et de l'eau pour les particuliers ont également été gelés depuis décembre 2021.

## La politique budgétaire atténuera les conséquences économiques de la guerre

Le déficit budgétaire est resté stable, à 4.1 % du PIB, en 2021, et la loi de finances de 2022, qui prévoit une hausse du déficit à hauteur d'un point de PIB, fera l'objet d'une révision à l'été. Cette politique très expansionniste passe par une forte augmentation de l'investissement public grâce aux subventions de l'UE prévues dans le cadre du plan pour la reprise et la résilience, à hauteur d'environ 10 % du PIB au total entre 2022 et 2026. Le déficit devrait diminuer en 2023 en raison d'une baisse des dépenses liées au COVID-19 et de l'expiration des mesures visant à compenser la hausse des prix de l'énergie. Même si elle se hissera à environ 32 % du PIB en 2023, la dette publique (au sens de Maastricht) restera faible par rapport à d'autres pays. Malgré la forte accélération de l'inflation au cours des derniers mois, les taux d'intérêt à court terme restent bas, reflétant le régime d'ancrage rigide du lev bulgare face à l'euro et les conditions monétaires dans la zone euro. Les taux du marché devraient augmenter progressivement, parallèlement à ceux de la zone euro.

## La reprise devrait s'affaiblir et l'inflation, s'accroître

L'impact négatif de l'inflation sur le revenu des ménages, l'incertitude accrue et la dégradation de l'environnement extérieur et de la compétitivité freineront la reprise. Le ralentissement de la croissance, à environ 2 ½ pour cent en 2022 et 2 ¼ pour cent en 2023, devrait toutefois être atténué par les mesures prises pour protéger les ménages contre l'envolée des prix de l'énergie, et par l'augmentation de l'investissement public. La consommation privée sera également soutenue par la diminution du taux d'épargne à mesure que la pandémie reflue. L'inflation, qui pourrait atteindre en moyenne 14 % en 2022, devrait diminuer en 2023, et le taux de chômage devrait rester relativement faible. Dans un contexte de resserrement budgétaire l'an prochain, de ralentissement de la hausse des prix de l'énergie et d'affaiblissement des tensions sur les matières premières, l'inflation pourrait refluer à environ 6 % d'ici à la fin de 2023 si l'évolution des salaires s'avère modérée. Cependant, les risques de divergence par rapport aux prévisions sont importants et vont dans le sens d'une révision à la baisse. Une inflation supérieure aux prévisions, dans l'hypothèse d'une spirale salaires-prix ou d'une nette augmentation des prix de l'énergie ou des denrées alimentaires, pèserait sur les exportations et/ou la consommation privée. La hausse de l'investissement public pourrait aussi se révéler inférieure aux attentes, la Bulgarie ayant adopté tardivement, en avril 2022, son plan pour la reprise et la résilience.

## Promouvoir la transition énergétique contribuera à la sécurité énergétique

Protéger les ménages à faible revenu contre la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires à l'aide de mesures ciblées, telles que des transferts en espèces, serait plus efficace que geler les tarifs, généraliser les subventions ou réduire la TVA, et permettrait en outre d'éviter une distorsion des signaux de prix. Un durcissement de l'approche budgétaire à l'été 2022, lors de la révision de la loi de finances, pourrait contribuer à atténuer les tensions inflationnistes. Il est également important de promouvoir la transition énergétique et les énergies renouvelables en utilisant efficacement les aides de l'UE afin d'améliorer la sécurité énergétique du pays.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Bulgarie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1a17b8d8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.